

Inquiétudes et lutte contre la réforme

Ecrit le 30/06/2021
Anonymes

La lente destruction du système scolaire français, entamée depuis plusieurs années déjà, nous pousse à écrire ce manifeste. Nous le faisons au nom des lycéens aspirant à un avenir, ceux révoltés par ces décisions abusives et destructrices, tout aussi bien qu'au nom des professeurs qui sont eux aussi nombreux à répudier ce qu'il faut bien appeler une destruction.

Qui sommes-nous ? : Nous ne sommes d'aucun parti, d'aucun syndicat, nous sommes de jeunes lycéens angoissés par l'avenir inquiétant que nous laisse présager les réformes passées et les réformes à venir. Le texte tente de ne pas laisser transparaître de positionnement politique clair.

Pourquoi écrire ? : Nous prenons les devants en rejetant précocement la frustration, qui, un jour ou l'autre, sera exprimée d'une autre manière si la maltraitance sociale ne cesse. Nous considérons que le futur de la nation française auquel beaucoup de gens sont attachés passe forcément par l'éducation. Les tentatives d'affaiblir l'école républicaine dont la fable méritocratique est déjà suffisamment amochée est un point de non-retour qui mérite une réponse forte.

I. Etat des lieux

Si la question de l'inégalité à l'école est présente depuis longtemps, rarement a-t-on vu une atteinte aussi rapide et éhontée au système éducatif. La chose fut promise dans le programme du président de la république. Elle a été mise en œuvre grâce (ou à cause) du ministre de l'éducation nationale Jean Michel Blanquer. La réforme se voulait simple et moderne : créer un bac moins complexe qui vise à « préparer les élèves au supérieur » et surtout à les « accompagner dans la construction de leurs projets ». Sous ces engagements à la tonalité paternaliste et attendrissante se cache en réalité un processus bien plus néfaste.

La suppression du système de filière (S, ES, L...) qui admettait une certaine flexibilité à son époque est réduit à néant avec pour maigre remplaçant un système d'enseignement de spécialités qui a le prestige de cumuler deux défauts que nous allons

de suite détailler.

Premièrement, ce choix de fonctionnement oblige *de facto* l'élève, on parle donc d'individu en construction de 15 ou 16 ans, à choisir à cet âge-là une voie qui sera déterminante pour ses études (le dernier terme étant compris, car c'est le but de cette réforme, comme « sa vie professionnelle »). Le tâtonnement et l'hésitation qui sont bien normale à notre âge n'est plus considéré comme possible en raison d'impératifs temporels et concurrentielles, relativement moins impactant avant la réforme.

La deuxième raison est tout simplement que l'absence de certaines options dans les établissements renforce encore plus le phénomène de ségrégation en fonction du lieu de vie. Nous considérons que le danger de la réforme précédente se situait, et se situe toujours, dans le fait que cela mène à une responsabilisation prématurée des élèves qui, en cas d'échec, seront tenus responsables de leurs échecs, impliquant une non remise en question des facteurs sociaux et systémiques de ce dernier.

Mais le point le plus important de la réforme n'est pas là. Le passage de 40% du bac au contrôle continu l'est sûrement. Les épreuves étant choisies par l'établissement au sein d'un large panel de sujets, cela relativise le problème de localisation, mais rappelons que les épreuves communes étaient là en raison de l'opposition syndicale à cette réforme.

Si d'autres élèves nous lisent, ce que l'on espère sincèrement, la chose peut ne pas être clair, et peut même paraître bénéfique. Il n'en est évidemment rien. Si ce changement pouvait paraître bénéfique, il est en fait un début de dévalorisation du bac. La presque plaisanterie qui voulait que le bac ne vaut plus rien devient une réalité.

Les notes étant gonflées pour que presque tout le monde décroche le bac, un lycée réputé sera favorisé par rapport à un autre en raison de la confiance qu'on lui accorde en sa notation... Ce mécanisme s'effectue donc discrètement grâce à Parcoursup qui agit comme une obscure machine à broyer des ave-nirs, se conformant spécifiquement à cette absurdité sans nom.

En bref, si la situation peut paraître favorable sur le cours terme, prenez bien conscience qu'elle défavorise tout le monde. Travailler ne sera plus suffisant, il faudra aussi être

au bon endroit, au bon moment. Entendez par là que le capital économique des parents, leur rémunération, devra être proportionnel aux ambitions de l'élève.

Tout cela favorisera les lycées huppés et souvent payants dont les élèves ne sont pas ceux qui doivent le plus s'inquiéter pour leur avenir : les lycéens d'Henri IV, aussi sympathiques soient-ils, ne sont pas inquiétés par cette réforme.

II. Les projets de Jean-Mi

Mais notre brave Jean-Mi ne compte pas s'arrêter ici. La maigre conquête des syndicats que sont les épreuves communes (E3C) vont désormais être tout bonnement supprimées. Tout se fera en contrôle continu.

Blanquer applique ses réformes destructrices et maltraite les élèves, les profs et les parents.

La pression va être encore plus forte sur les enseignants qui se verront obligés de surnoter pour que les élèves obtiennent le bac et que les parents leur fichent la paix.

On constate donc aisément que Jean-Mi est plus doué pour jouer au bouffon populaire en sautillant partout dans les écoles qu'il détruit¹, que pour mener des politiques bénéfiques.

Mais rassurez-vous ! Gaël le Bohec, un collègue LREM, propose d'expérimenter des ateliers de « méditation en pleine conscience » à l'école². Mais faut-il rappeler que ce pauvre et énième cache-misère en plus d'être ce que l'on nommerait bien poliment « du gros foutage de gueule », s'attaque insidieusement à la laïcité auquel il tient pourtant tant, étant un «partenaire» du groupe quasi-sectaire du Printemps Républicain ? Une chose est sûre, chez LREM, le ridicule ne tue pas.

Au-delà de la plaisanterie, on ne peut pas en vouloir à la personne qui nous sert de Ministère de l'Education Nationale de détruire l'école. En réalité, c'est quelque chose de plutôt logique. Si vous vous mettez en tête de chercher les collègues et les lycées dans lesquelles ce type de personnes ont évolué, vous remarquerez aisément la proximité ou le prix de ces

1 <https://www.youtube.com/watch?v=pAOLqQ7fzgw>

2 <https://www.ldh-france.org/en-entrant-dans-lecole-publique-la-meditation-de-pleine-conscience-vient-taquer-de-plein-fouet-la-loi-de-separation-des-eglises-et-de-letat-socle-de-la-laicite/>

derniers¹. Rien d'étonnant à ce que des personnes qui ne savent rien des enjeux des collèges et des lycées normaux prennent des décisions absurdes.

Soulignons rapidement, théorie du complot à part, le choix audacieux du ministre que d'annoncer cette « réforme de la réforme » au moment même où les professeurs ont déjà fait passer le BAC et que l'année touche à sa fin. On décèle tout de même facilement une volonté claire de tuer dans l'œuf toute forme de contestation.

La question suivante s'impose alors : **Que faire ?**

III. Luttons (précautionneusement)

Il est de notre devoir, en tant que membres de la nation française, de lutter contre ces réformes qui détruisent ce qui est de plus précieux dans notre République.

Etudiants, lycéens, professeurs doivent se mobiliser massivement. Et si le gouvernement, par son attachement à ses réformes mortifères persiste comme en 2018 à faire déferler les forces de l'ordre sur ceux qui aspirent à un avenir, matraquant, gazant et frappant, nous répondrons plus fort. Nous devons faire en sorte que Blanquer soit celui qui « se tiennent sage »².

Il est cependant plusieurs pièges dans lesquels nous ne devons tomber.

Le premier est celui du combat fratricide. Il est aisé, dans des situations aussi critiques que celle-ci, de chercher le responsable dans notre environnement direct par simplicité. Le bouc émissaire idéal dans cette situation est probablement la figure du professeur qui est fortement critiqué à tort ou à raison. Or, la problématique n'est pas tant dans les conditions de travail des professeurs (qui est, à notre avis de plus en plus mauvaise) mais plutôt dans l'impact sur les

1 On peut par exemple citer le lycée Henri IV ou le lycée Stanislas, ce sont des lieux d'entre-soi et de reproduction sociale dont l'existence est devenue presque naturelle alors qu'il n'en est rien.

2 <https://www.youtube.com/watch?v=TnOwLMdYBDs> : Nous n'avons pas oublié ces scènes qui démontrent parfaitement la violence du dispositif employé contre une jeunesse en colère. Si certains ont pu se réjouir d'un retour à l'ordre chez de jeunes impertinents, il est temps qu'ils comprennent que l'on se bat pour un avenir dont on nous prive.

élèves de ces réformes. Nous devons donc nous concentrer dans la lutte contre ceux qui prennent les décisions plutôt que ceux qui les appliquent. C'est pourquoi nous appelons également les parents d'élèves à se mobiliser, si tant est que la situation, c'est-à-dire la négation de l'égalité de leurs enfants par rapport à d'autres, les révoltent.

Le second est le fait de céder aux compromis mielleux qui seront probablement proposés dans le cas d'un mouvement d'une ampleur suffisamment large. Nous ne cherchons ni à retarder, ni à rendre digeste la réforme : nous recherchons son annulation pur et simple.

Dernièrement, l'indifférence et le cynisme est un poison dont nous nous débarrasserons. Nous avons passé suffisamment de temps à subir les décisions qui nuisent chaque jour à notre quotidien pour continuer à ruminer bêtement notre frustration. Une société qui se résigne à doter ses enfants d'un avenir est une société malade.

Si l'on peut admettre que certains soucis de l'enseignement trouvent des raisons externes, cela ne justifie en rien les mesures qui tentent de l'aggraver.

IV. Conclusion

Nous avons essayé d'expliquer de la façon la plus concise possible les raisons de notre haine pour cette réforme.

Elle s'inscrit dans une logique linéaire de désengagement de l'état vis-à-vis de la chose publique au profit du privé, d'une instrumentalisation de la précédente crise sanitaire pour faire passer des réformes que personne ne réclame (on pourrait extrapoler avec plaisir sur la réforme des retraites mais ce n'est pas le sujet ici) et d'une mise en place globalisée d'un système inégalitaire qui se cache derrière une méritocratie inexistante.

Au nom de nous tous, élèves qui subissons depuis 2 ans les crises sanitaires, les réformes inutiles : nous en appelons à l'union des professeurs, élèves, syndicats, parents d'élèves et forces politiques pour s'opposer aux réformes iniques touchants à la chose fondamentale qu'est l'éducation.

Nous comptons sur le soutien des syndicats et des partis politiques. Nous n'attendons évidemment plus rien de Avenir Ly-

-céen et autres organisations satellites du Ministère dont on connaît bien les positions depuis les révélations sur son noyautage¹ et sa dépense suspecte de fonds publics².

Luttons dès maintenant et dès la rentrée, car nous savons que la probabilité d'un retour en arrière est mince.

1 <https://www.liberation.fr/france/2020/11/20/avenir-lyceen-un-syndicat-modele-modele-pour-blanc-1806306>

2 https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/03/16/syndicat-avenir-lyceen-une-enquete-a-ete-ouverte-pour-detournement-de-biens-publics_6073361_3224.html

« L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir le progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens. »

...Encore faut-il que dans une société ou l'ascension sociale, le mérite et la rémunération sont liés au niveau d'étude cette instruction servent à quelque chose.